

Papeete, le

Le Vice-recteur

- 4 JUIN 2019

à

Madame la ministre de l'éducation, de la
jeunesse et des sports
Monsieur le directeur de l'ESPE
Mesdames et Messieurs les chefs
d'établissements du second degré et directeur
de CIO
Messieurs les directeurs de service du vice-
rectorat
Madame la cheffe de cabinet du vice-rectorat

Direction des Ressources
Humaines
DRH3-PA

N° 6336 /VR/DRH3-PA/2019

Affaire suivie par :
Emmanuelle LY SAO
Tél. : (00689) 40 478.445
Mél pension@ac-polynesie.pf
BP 1632
98713 PAPEETE
TAHITI
POLYNESIE FRANCAISE

Objet : Retraite pour invalidité

Référence : Code des pensions civiles et militaires
Lois 2003-775 du 21 août 2003 et 2010-1330 du 9 novembre 2010
portant réforme de la retraite
Loi 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du
système de retraites
Loi 84-16 du 11 janvier 1984 et son article 63

La présente note a pour objet de vous préciser les conditions d'attribution d'une pension civile d'invalidité (PCI) ainsi que les modalités de constitution des dossiers.

Elle est accompagnée de quatre annexes :

- Annexe 1 : Formulaire d'admission à la retraite
- Annexe 2 : Formulaire de demande de pension d'invalidité EPI 10
- Annexe 3 : Déclaration des congés hors Polynésie française
- Annexe 4 : Liste des pièces justificatives à joindre au dossier de demande d'admission à la retraite pour invalidité

I - LES PERSONNELS CONCERNES

La PCI est une pension accordée au fonctionnaire titulaire admis à la retraite à la suite d'une interruption prématurée de la carrière causée par une inaptitude pour raisons de santé rendant impossible la poursuite de toute activité. Aucune condition d'âge et de durée de service n'est exigée.

L'agent doit être reconnu définitivement inapte à l'exercice de ses fonctions et de toutes fonctions (reclassement impossible) par la commission de réforme.

Pour être prise en compte, l'infirmité ou la maladie doit être apparue ou s'être aggravée au cours de périodes valables de plein droit pour la retraite.

Sont assimilées depuis le 1^{er} janvier 2004 à ces périodes, les situations suivantes dans la limite de 3 ans par enfant né ou adopté à partir du 1^{er} janvier 2004 :

- Congé parental
- Congé de présence parental
- Disponibilité pendant 3 ans pour élever un enfant de moins de 8 ans

II – LES DIFFERENTS CAS

Il existe deux cas de PCI :

1- Cas de l'invalidité non imputable au service

Cela signifie que l'invalidité ne trouve aucun lien avec les fonctions de l'agent.

Le fonctionnaire dans cette situation et qui n'aura pu être reclassé dans un autre corps a droit à une pension civile d'invalidité.

2- Cas de l'invalidité imputable au service

Cela signifie que l'invalidité (ou le décès) résulte de l'exercice des fonctions.

L'invalidité peut être liée à un accident de service, une maladie liée aux fonctions, un acte de dévouement ou d'exposition de ses jours pour sauver la vie d'une personne.

La PCI est alors augmentée d'une rente viagère d'invalidité (voir point VI).

N.B. : Dans le cas d'un fonctionnaire dont le décès est imputable au service, le taux d'invalidité est égal à 100%.

III - LA DEMANDE

L'admission à la retraite pour invalidité peut se faire à la demande du fonctionnaire lui-même ou être initiée par l'administration dans le cadre d'une radiation d'office.

III 1- A la demande du fonctionnaire

De manière générale, les demandes de PCI sont déposées par les personnels qui bénéficient de longue maladie, de longue durée ou de congé d'accident de service.

Pour ces personnels, il est primordial de les inviter à déposer une demande de PCI avant la fin de leurs droits à congé.

Il est toutefois précisé qu'il n'est pas obligatoire d'avoir bénéficié de ce type de congés pour demander une PCI.

La fonctionnaire souhaitant bénéficier d'une retraite pour invalidité devra adresser sa demande au service des pensions du vice-rectorat sous couvert de la voie hiérarchique (Etablissement – DGEE – VRPF). Le dossier devra comprendre :

- La demande écrite de l'agent sur papier libre ou via le formulaire de demande d'admission à la retraite du vice-rectorat
- Un certificat médical du médecin traitant constatant la nécessité d'une retraite anticipée pour invalidité
- Le formulaire EPI 10 dûment complété et signé
- La déclaration des congés passés hors du territoire d'exercice
- Tous les justificatifs demandés (cf. Annexe 4 - liste des pièces justificatives)

III 2- A l'initiation de l'administration

L'administration peut initier une procédure de radiation d'office, sans demande de l'agent. Ce processus de mise à la retraite d'office ne peut cependant être enclenché qu'à l'issue d'un délai d'une période de congés :

- Congé ordinaire : 1 an
- Congé de longue maladie : 3 ans
- Congé de longue durée : non imputable au service : 5 ans
- Congé de longue durée : imputable au service : 8 ans
- Congé d'accident de service : 1 an de congés consécutifs

Au moins 6 mois avant la fin du congé, les services des ressources humaines de la Direction générale de l'Education et des enseignements en informe le service des pensions du Vice-rectorat. Celui-ci se chargera alors de faire procéder à une expertise médicale.

N.B. : Même dans le cas où la demande de PCI est à l'initiative de l'administration, le fonctionnaire concerné doit tout de même compléter le formulaire EPI10. Dans l'éventualité où celui-ci s'y refuserait, le dossier doit néanmoins être transmis au Vice-rectorat pour instruction.

IV – TRAITEMENT DU DOSSIER

Dès réception de la demande de PCI, le vice-rectorat organise une expertise médicale obligatoire par un médecin agréé par l'Etat.

Le rapport d'expertise médicale sera adressé à la Commission de réforme ou Comité médical de Paris (selon les particularités du dossier de l'agent) pour avis.

Il est à noter que ces instances consultatives ne se réunissent qu'une seule fois par mois et qu'aucune commission de réforme n'est prévue durant les mois de juillet et d'août.

Cet avis est ensuite transmis au service des retraites de l'Education nationale (SREN) puis au service des retraites de l'Etat (SRE) pour décision finale.

A chaque étape de ce parcours, il peut être demandé au fonctionnaire des pièces justificatives ou des examens médicaux complémentaires.

Si l'ensemble des conditions relatives à l'inaptitude définitive est réuni et que le SRE valide la demande, l'agent est radié des cadres soit :

- à la date de sa demande
- d'office après épuisement de ses droits à congés statutaires.

Si l'instruction de la demande de PCI se prolonge au-delà de la durée légale de prise en charge du traitement du fonctionnaire pendant ses congés, celui-ci est placé en disponibilité d'office et un demi-traitement lui sera versé jusqu'à la signature de la décision de radiation des cadres.

Toutefois, il faut noter que les sommes versées à ce titre devront être remboursées à la régularisation de la situation de l'intéressé au regard de son droit à PCI.

Aussi, l'attention des gestionnaires est appelée sur l'importance d'anticiper les demandes de PCI pour éviter que le fonctionnaire soit placé pendant de longues périodes en demi-traitement et qu'il soit amené à rembourser des montants importants par la suite.

V – CALCUL ET LIQUIDATION DE LA PENSION

Aucune condition d'âge et de durée de service n'est exigée. Par conséquent, sa mise en paiement est immédiate.

La pension d'invalidité est calculée en fonction des services faits, sur la base du dernier indice obtenu pendant au moins 6 mois avant la radiation des cadres. Toutefois, si l'invalidité résulte d'un accident imputable au service, cette condition des 6 mois n'est pas exigée.

La PCI n'est pas soumise à décote.

Le minimum garanti

Un minimum garanti est également prévu par l'article L17 du CPCMR. Celui-ci sera servi au fonctionnaire retraité pour invalidité dans le cas où son montant serait plus avantageux.

Garantie L30

Les personnels justifiant d'un taux d'invalidité au moins égal à 60% peuvent bénéficier de la garantie prévue par l'article L30 du CPCMR : le montant de leur pension ne pourra alors être inférieur à 50% de leur dernier traitement détenu pendant au moins 6 mois.

VI – RENTE VIAGERE D'INVALIDITE (RVI)

L'attribution d'un rente viagère d'invalidité (RVI) est liée à l'attribution d'une PCI. Elle vient s'ajouter à la pension si l'invalidité est reconnue imputable au service.

Le montant de la RVI est calculé à partir du taux d'invalidité total. Si le fonctionnaire est atteint de plusieurs infirmités imputables au service, les différents taux sont additionnés.

Toutefois, le total de la RVI et de la PCI ne peut être supérieur au traitement retenu pour le calcul de la pension.

N.B. : Une allocation temporaire d'invalidité (ATI) obtenue avant la radiation des cadres peut être transformée en RVI dès lors que les séquelles de l'accident ou de la maladie professionnelle à l'origine de l'attribution de l'ATI contribuent à son inaptitude.

VII – MAJORATION POUR TIERCE PERSONNE (MTP)

Le fonctionnaire retraité titulaire d'une pension d'invalidité et devant recourir à l'assistance constante d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie peut obtenir une majoration de sa pension, appelée « majoration pour tierce personne » (MTP).

La MTP peut être accordée soit au moment du départ à la retraite pour invalidité, soit après la radiation des cadres. Dans tous les cas, le fonctionnaire doit en faire la demande (sur papier libre) et la justifier. Un certificat médical du médecin traitant justifiant de la nécessité de l'assistance constante d'une tierce personne devra être jointe à la demande.

A réception de la demande, le Vice-rectorat fera procéder à une expertise médicale par un médecin agréé ainsi qu'à une enquête sociale.

Les rapports de ces examens seront adressés à la Commission de réforme pour avis, puis au SREN et au SRE pour décision.

Cette majoration est accordée pour 5 ans. Au terme de cette période, les droits sont réexaminés et la majoration est soit attribuée définitivement si l'état de santé du retraité le justifie, soit supprimée en cas d'amélioration de l'état de santé. Dans le cas où le retraité remplirait par la suite à nouveau les conditions pour en bénéficier, une nouvelle demande de MTP pourra être formulée et sera traitée selon la procédure définie supra.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, le montant de la majoration pour assistance constante d'une tierce personne correspond aux émoluments de l'indice majoré 227 du barème des traitements de la fonction publique.

N.B. : La MTP est une prestation à caractère personnel et n'est donc pas susceptible de faire l'objet d'une réversion. Par ailleurs, elle n'est pas cumulable avec une autre prestation ayant le même objet.

VIII - INFORMATIONS DIVERSES

Les personnels qui souhaitent obtenir de plus amples informations sur la pension pour invalidité ou un rendez-vous sont invités à adresser un courriel à l'adresse fonctionnelle pension@ac-polynesie.pf

Des entretiens « information retraite » sont mis en place. Ils sont exclusivement réservés aux personnels dont la gestion de la retraite relève pleinement du vice-rectorat (cf. tableau de répartition des services gestionnaires des dossiers de retraite publié sur le site du vice-rectorat).

Les rendez-vous sont prévus les mercredis après-midi. Les éventuelles modifications organisationnelles seront mises en ligne sur le site du vice-rectorat, régulièrement mis à jour.

Je vous remercie de bien vouloir diffuser ces informations de la façon la plus large possible et vous rappelle que la présente note et ses annexes sont disponibles en ligne sur le site du vice-rectorat (www.monvr.pf).

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.



Philippe COUTURAUD